

LES RECENTES ELECTIONS

LE GOUVERNEMENT LEFEVRE-SPAAK

Le P.C.B. a manifesté ce premier mai sous le mot d'ordre « à bas le gouvernement P.S.C.-P.S.B. ». Il se fixe 3 objectifs dans cette lutte : « la suppression totale de la loi unique » (qui n'est pas supprimée par le nouveau gouvernement), le « respect du droit de grève » (auquel l'aile réactionnaire du P.S.C. veut porter atteinte), et « pas de taxes nouvelles frappant les travailleurs et les classes moyennes des villes et des campagnes » (Communiqué du Bureau Politique du 26-4-61 publié dans « le Drapeau Rouge du 24 avril). Aucune revendication transitoire offensive, rien que des mots d'ordre défensifs. Aucun mot d'ordre (tel que « A bas les ministres capitalistes ») qui pourrait ouvrir les yeux des travailleurs illusionnés par la participation gouvernementale (qui a été acceptée par plus de 80 % des mandats au Congrès du P.S.B.). Au contraire le P.C. avance des mots d'ordre comme « l'arrêt de la fermeture de mines », sans avancer parallèlement des mots d'ordre transitoires tels que la nationalisation ou la planification économique. Il faut savoir que c'est précisément dans l'illusion que seul un gouvernement à participation socialiste peut arrêter les fermetures qu'une partie des travailleurs borains ont exprimé leur accord à la participation !

La prouesse programmatique du P.C. atteint l'absurde quand on voit (« Le Drapeau Rouge - Magazine » du 29 avril) que le nouvel élu communiste Willy Frère, qui se spécialisera dans les interventions qui concernent les agriculteurs, commerçants et artisans, réclame l'application de la promesse électorale du P.S.C. aux élections de 1958, qui demande l'octroi (mesure protectionniste par excellence !) d'un milliard de francs belges au fonds agricole !!

BATISSONS NOTRE PARTI

« **Bâtissons notre Parti** », tel est le titre de l'avant-dernier paragraphe du rapport d'Ernest Burnelle au Comité Central des 8 et 9 avril 61. « **Aujourd'hui que le Parti est uni sur sa ligne, nous devons consacrer une partie importante de nos efforts à bâtir un Parti qui puisse répondre à l'attente des travailleurs** ». Il propose alors « **une campagne organisée de recrutement** » et la mise sur pied de « **comités d'intersections** » (une sorte d'organisme intermédiaire entre le comité de section et la fédération, qui devrait servir surtout à l'entr'aide et à la coordination des tâches pratiques de plusieurs sections). La formation d'intersections est certainement une bonne initiative, quoiqu'il n'y ait ici rien de bien nouveau. Il s'agit en effet d'une décision du C.C. datant d'il y a 2 ans déjà, qui, cependant, n'a jamais été mise en application dans tout le Parti.

Implicitement le rapport de Burnelle admet donc que le Parti révolutionnaire reste à bâtir en Belgique. Aussi, nous croyons qu'il serait bien plus fructueux de tirer les leçons de l'échec répété de toutes les tentatives de formation d'un parti révolutionnaire bien ancré dans la classe : le groupe de War Van Overstraeten qui, avec quelques Jeunes Gardes Socialistes fonda un parti communiste en 1920, le groupe de

Jacquemotte (« Les Amis de l'Exploité ») qui le rejoignit en 1921, les expériences ratées de l'opposition de gauche (Van Overstraeten) qui, majoritaire au début dans le C.C. (1927), ne groupa que quelques sympathisants autour de soi, la tentative de Walter Druge et du Parti Socialiste Révolutionnaire en 1936, etc... (6), plutôt que de se borner à une campagne de recrutement, à la mise sur pied d'intersections et à une « Conférence Nationale » (qui devrait se tenir en décembre 1961) consacrée exclusivement à ces problèmes organisationnels.

LA METHODOLOGIE DU STALINISME

Si nous pouvons définir politiquement le stalinisme comme une subordination plus ou moins grande des actions du prolétariat international aux intérêts de la bureaucratie de l'U.R.S.S., nous pouvons compléter cette définition en disant que sur le plan méthodologique il se définit par un empirisme dans les tournants politiques qu'il effectue, empirisme qui le conduit à justifier théoriquement chaque fois la nouvelle ligne, sans cependant expliquer en quoi consiste le tournant ni justifier celui-ci même. Ceci tient, sociologiquement, au fait que la bureaucratie stalinienne, de par son **double** caractère (pouvoir dû à l'action de la classe ouvrière, mais en même temps dû aux limitations de l'action de cette classe), n'a pas d'idéologie propre comme les classes ou comme, même, des autres couches sociales (noblesse de robe du XVII^e, bureaucratie militaire française, etc...). Son idéologie, c'est la conception du monde du prolétariat, le marxisme, qu'elle a transformé en « idéologie » (7).

Le reflet de cette attitude est que, bien que chaque nouvelle attitude est justifiée au moment même, la modification ou l'abandon de l'attitude passée ne sont, elles, pas justifiées. Une illustration de cette thèse est le changement d'attitude du P.C. vis-à-vis de la gauche social-démocrate.

Une autre en est la façon dont le P.C. opéra ses tournants dans la question des nationalités en Belgique.

Nous avons décrit ce phénomène dans notre dernier article (La « V.T. », avril 1961). Il faut aujourd'hui y ajouter un complément.

(Suite page 4.)

(6) Nous publierons bientôt un article consacré à ce sujet.

(7) Le mot « idéologie » n'est pas pris ici dans son sens le plus général de doctrine religieuse, philosophique ou politique résumant une interprétation du monde. Nous entendons par là ce que Marx appelle aussi « mystification », c'est-à-dire une transposition du réel par la pensée, qui substitue au monde réel un monde imaginaire d'abstractions. Dans leur action les hommes n'ont pas conscience d'être déterminés par leur réalité et rapportent leur conduite à des motifs idéaux : c'est la non-reconnaissance de cette inversion qui caractérise l'idéologie.

(8) Voir à ce propos mon article, paru dans le dernier numéro de la « V.T. » (« Le Parti Communiste de Belgique à l'heure des voies parlementaires »).